

# VD\_FINDINFO HC / 2017 / 75 vom 21. Dezember 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-12-21, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_HC\\_\\_\\_2017\\_\\_\\_75](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2017___75)

FR: VD\_FINDINFO HC / 2017 / 75 du 21 décembre 2016

IT: VD\_FINDINFO HC / 2017 / 75 del 21 dicembre 2016

## Regeste

VENTE, PRESCRIPTION | 210 al. 1 CO, 210 al. 3 CO

## Erwägungen

### E. 1

let. a et al. 2 CPC; Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, in JdT 2010 III 126). A teneur de l'art. 237 CPC, les décisions incidentes doivent être attaquées immédiatement. L'appel doit être introduit auprès de l'instance d'appel dans les trente jours à compter de la notification de la décision motivée (art. 311 al. 1 CPC). En l'espèce, le litige porte sur le rejet de l'exception de prescription. On se trouve ainsi en présence d'une décision incidente attaquant immédiatement au sens de l'art. 237 al. 1 CPC, dès lors qu'une décision contraire mettrait fin au procès et permettrait de réaliser une économie de temps ou de frais appréciable ( Jeandin, CPC commenté, Bâle 2011, n. 9 ad art. 308 CPC ). La valeur litigieuse étant supérieure à 10'000 fr., la voie de l'appel est ouverte. Formé en temps utile compte tenu des fêtes (art. 145 al. 1 let. b CPC) par une partie qui y a un intérêt digne de protection (art. 59 al. 2 let. a CPC), l'appel est recevable.

### E. 2

L'appel peut être formé pour violation du droit ou constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC (Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile; JdT 2010 III 134). Elle peut revoir l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (Tappy, op. cit., p. 135).

### E. 3.1

L'appelant conteste l'appréciation des preuves faite par les premiers juges pour résoudre la question de savoir s'il était au courant que la moto litigieuse était accidentée lorsqu'il l'a vendue à l'intimé. Pour l'appelant, la crédibilité du témoignage de N.\_\_\_\_\_ serait mise à mal par le fait que ce dernier devrait lui-même répondre du dommage s'il s'avérait qu'il avait caché que la moto était accidentée lorsqu'il l'avait vendue à l'appelant. En outre, la lettre du 27 février 2012 a été rédigée six ans après les faits, à un moment où N.\_\_\_\_\_ savait qu'il risquait d'être recherché pour le dommage causé par la vente d'une moto défectueuse, de sorte que ce courrier constituerait uniquement une argumentation de défense et non un exposé réel des faits, ce d'autant plus que N.\_\_\_\_\_ n'est pas en mesure de prouver par la production d'un contrat de vente qu'il a vendu la moto en état « accidenté ». La version de N.\_\_\_\_\_ devrait dès lors être appréciée avec prudence. L'appelant souligne qu'aucun document n'atteste qu'il aurait été explicitement rendu attentif au

caractère accidenté de la moto. Il fait également valoir qu'il faudrait se référer à l'expertise versée au dossier par le demandeur (P. 19), d'où il ressort que les réparations sur la moto n'étaient selon toute vraisemblance pas reconnaissables par un laïc, et qu'il était uniquement possible qu'un professionnel les remarque, étant précisé qu'elles avaient été recouvertes d'une couche de laque qui les dissimulait. Q.\_\_\_\_\_ n'étant pas un professionnel, il ne pouvait pas s'apercevoir des défauts, ce que les premiers juges n'auraient à tort pas relevé. En résumé, il soutient qu'il n'aurait jamais été informé du caractère accidenté de la moto, qu'il ne pouvait pas s'en rendre compte lui-même, que dès lors, il ne pourrait pas lui être reproché d'avoir intentionnellement passé sous silence cet élément qu'il ignorait lui-même, de sorte que l'art. 210 al. 3 aCO ne s'appliquerait pas.

### **E. 3.2**

Selon le texte de l'art. 210 CO (Code des obligations du 30 mars 1911 ; RS 210) en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012, en principe, l'action en garantie pour les défauts de la chose vendue se prescrivait par un an dès la livraison faite à l'acheteur, même si ce dernier n'avait découvert les défauts que plus tard; était réservé le cas dans lequel le vendeur avait promis sa garantie pour un délai plus long (art. 210 al. 1 CO). La prescription annale n'était pas non plus applicable lorsque le vendeur avait induit l'acheteur en erreur intentionnellement (art. 210 al. 3 CO). Dans ce cas-là, les prétentions en garantie étaient soumises à la prescription décennale de l'art. 127 CO, selon une jurisprudence constante (ATF 107 II 231 consid. 3b p. 232 s. et les arrêts cités sous consid. 3a p. 232; plus récemment, TF 4C.251/2003 du 26 novembre 2003 consid. 3.3). Toujours dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012, l'art. 210 al. 3 CO faisait partie des dispositions qui instaurent un régime aggravé en cas de dol du vendeur, tels l'art. 199 CO (nullité de clauses limitatives ou exclusives de responsabilité) ou l'art. 203 CO (droits de l'acheteur préservés même s'il n'a pas respecté ses devoirs de vérification et d'avis). Malgré la variété des termes utilisés dans ces normes (« dissimuler frauduleusement », « induire en erreur intentionnellement »), c'est la même notion de dol qui est en jeu (Venturi, in Commentaire romand, Code des obligations I, 2003, nos 41/42 ad introduction aux art. 197-210 CO; Pedrazzini, La dissimulation des défauts dans les contrats de vente et d'entreprise, 1992, n° 85 ss p. 17 ss, n° 490 ss p. 94 ss; Giger, Berner Kommentar, 1979, n° 27 ss ad art. 199 CO, n° 11 ad art. 203 CO, n° 71 ad art. 210 CO). Le vendeur agit par dol non seulement lorsqu'il fournit des indications fausses sur la qualité de la chose, mais également lorsqu'il passe sous silence certains faits que la loi, le contrat ou les règles de la bonne foi lui commandent de révéler (ATF 131 III 145 consid. 8.1 p. 151; ATF 117 II 218 consid. 6a p. 228; ATF 116 II 431 consid. 3a p. 434). En particulier, il y a dol lorsque le vendeur omet consciemment de communiquer un défaut à l'acheteur – qui l'ignorait et ne pouvait le découvrir en raison de son caractère caché – tout en sachant qu'il s'agissait d'un élément important pour l'acquéreur. Le fardeau de la preuve du dol incombe à l'acheteur (ATF 131 III 145 consid. 8.1 p. 151). La dissimulation doit être intentionnelle; le dol éventuel suffit. L'intention suppose conscience et volonté (Pedrazzini, op. cit., nos 520/521 p. 101). La question de savoir s'il y a eu ou non intention de dissimuler le défaut ressortit à l'établissement des faits (TF 4A\_301/2010 du 7 septembre 2010 consid. 3.2). Le fardeau de la preuve de la dissimulation frauduleuse du défaut incombe à l'acheteur qui s'en prévaut (TF 4A\_97/2014 du 26 juin 2014 consid. 4.1, par analogie s'agissant du contrat d'entreprise ; ATF 89 II 405 consid. 2b p. 409).

### **E. 3.3**

En l'espèce, l'appel porte uniquement sur la question de savoir si W. \_\_\_\_\_ est parvenu à apporter la preuve que Q. \_\_\_\_\_ lui a frauduleusement dissimulé que la moto avait été accidentée. Il est constant que le dossier ne contient pas de contrat écrit de la vente de la moto par N. \_\_\_\_\_ à l'appelant. La question ne peut donc être résolue que par l'appréciation des déclarations des témoins et des parties. A cet égard, l'appelant ne peut pas être suivi lorsqu'il soutient que les premiers juges auraient dû s'en tenir aux constatations de l'expertise produite par le demandeur, pour en conclure que les réparations ne pouvaient pas être décelées par lui-même. En effet, il faut logiquement d'abord examiner si l'appelant a effectivement été instruit, par N. \_\_\_\_\_ ou V. \_\_\_\_\_ ou les deux, du caractère accidenté de la moto. Soit il l'a été, et alors le fait que les réparations ne soient pas perceptibles n'importe pas. Soit il ne l'a pas été, et ce n'est que dans cette hypothèse que les constatations des experts sont pertinentes. La démarche des premiers juges ne prête donc pas le flanc à la critique. En relation avec l'appréciation des témoignages, l'appelant soulève deux arguments. D'abord, le témoignage de N. \_\_\_\_\_ devrait être apprécié avec circonspection, parce qu'il saurait très bien que s'il s'avérait qu'il avait dissimulé le défaut à l'appelant, il pourrait également être recherché en responsabilité : il aurait donc un intérêt indirect à l'issue de la cause. Ensuite, le témoignage de V. \_\_\_\_\_ n'aurait pas la portée que lui confère le jugement, puisqu'il n'a pas pu dire si c'est bien l'appelant qui est venu chercher les pièces d'origine, ou si c'est quelqu'un d'autre : il ne serait donc pas établi que V. \_\_\_\_\_ a parlé à l'appelant, et que c'est à ce dernier qu'il pense avoir parlé de l'accident. En ce qui concerne la position de N. \_\_\_\_\_, l'appelant a évidemment raison. Mais le Tribunal n'a pas méconnu cet élément (cf. jugement, p. 33). De plus, il est manifeste que si N. \_\_\_\_\_ a un intérêt indirect à l'affaire, l'appelant y a pour sa part un intérêt direct, ce qui rend également ses propres déclarations contraires dignes de circonspection. Le Tribunal s'est fondé sur l'impression donnée par le témoin N. \_\_\_\_\_ lors de son audition. Il a relevé ce qui suit : « N. \_\_\_\_\_ s'est montré sûr de lui et a fait une impression positive lors de son audition » (cf. jugement, p. 33). En soi, l'impression laissée par un témoin, son assurance quant aux réponses données, sont des éléments pertinents d'appréciation. On ne saurait reprocher aux premiers juges d'avoir pris ces éléments en compte. Sur le fond, la Cour de céans ne saurait se prononcer sur l'appréciation faite par le Tribunal qui a pu se faire une impression de ses propres yeux, et l'appelant n'apporte du reste pas d'arguments qui permettraient de contester la bonne impression retenue par les premiers juges, hormis, encore une fois, l'intérêt indirect du témoin qui a été dûment considéré par le Tribunal. C'est également à raison que le Tribunal a tenu compte, dans son appréciation, de la lettre rédigée par N. \_\_\_\_\_ au conseil d'W. \_\_\_\_\_ le 27 février 2012. D'une part, il est exact que la teneur de ce courrier est conforme à la déposition faite devant le Président du Tribunal. Ensuite, cette correspondance est adressée à un avocat, dont N. \_\_\_\_\_ pouvait s'attendre à ce qu'il vérifie l'exactitude des éléments factuels qu'il exposait. Ce nonobstant, il a étayé son propos en mentionnant que « l'ancien propriétaire peut en témoigner ». N. \_\_\_\_\_ a ainsi pris position par écrit sur des faits, à l'égard d'un avocat, et en soumettant sa version à la caution d'un tiers neutre et désintéressé auquel il renvoie. On doit admettre, avec les premiers juges, qu'il a conféré une certaine crédibilité à ses affirmations. En effet, en prenant en considération, comme le soutient l'appelant, que N. \_\_\_\_\_ pouvait se rendre compte que la question de sa propre responsabilité était en jeu, celui-ci aurait purement et simplement sabordé toute son argumentation ultérieure s'il pensait qu'il pouvait s'exposer à être démenti par V. \_\_\_\_\_ ; un tel comportement serait à ce point déraisonnable qu'il n'est pas vraisemblable. Certes, V. \_\_\_\_\_ n'a finalement été

entendu que lors de l'audience du 9 décembre 2015, et il n'a plus su dire, dix ans plus tard, si c'est à Q.\_\_\_\_\_ ou à quelqu'un d'autre qu'il a remis les pièces d'origine. Mais, d'une part, N.\_\_\_\_\_ ne pouvait pas prévoir, lorsqu'il a écrit sa lettre, que V.\_\_\_\_\_ ne serait plus, près de quatre ans plus tard, en mesure de confirmer l'identité de la personne qu'il a rencontrée. D'autre part, il est exact, comme le relèvent les premiers juges, que le déroulement des faits, soit le changement des pièces, le contact téléphonique et la remise des pièces, concorde avec la version de N.\_\_\_\_\_ ; l'appelant ne tente du reste pas de démontrer le contraire. On relèvera encore, à l'instar des premiers juges, que Q.\_\_\_\_\_ a acquis la moto à un prix relativement bas, soit 11'500 fr., alors que le véhicule à neuf valait 19'065 fr., et que sa valeur de base correspondait à 17'044 fr. selon l'expertise du 13 septembre 2005. A cela s'ajoute que sa première mise en circulation datait de juin 2005, soit de moins d'une année avant son achat par Q.\_\_\_\_\_, que le véhicule ne comptait que 3'608 km au compteur en septembre 2005 et qu'il s'agissait d'un modèle rare sur le marché des véhicules d'occasion. Dès lors, le prix convenu pour une moto de ce type constituait également un indice reconnaissable d'un véhicule qui n'était pas exempt de défauts, ce que Q.\_\_\_\_\_ ne pouvait ignorer. Au vu de ce qui précède, il apparaît que les premiers juges se sont fondés sur des éléments pertinents et que leur appréciation ne doit pas être remise en cause. Il convient donc de retenir, à ce stade, que Q.\_\_\_\_\_ savait, lorsqu'il a vendu la moto à W.\_\_\_\_\_, que celle-ci était accidentée. Dès lors que Q.\_\_\_\_\_ savait que la moto était accidentée parce que cela lui avait été dit, peu importe en définitive de savoir si les réparations étaient visibles ou non, de sorte que la discussion de l'appelant à ce propos est sans pertinence.

#### **E. 4**

En conclusion, l'appel doit être rejeté selon le mode procédural de l'art 312 al. 1 CPC et la décision entreprise confirmée. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'678 fr. (art. 62 al. 1 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010; RSV 270.11.5]), seront mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il n'y a pas lieu d'allouer des dépens de deuxième instance, l'intimé n'ayant pas été invité à se déterminer sur l'appel.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.